

Audience publique du 30 novembre 2020

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre des décisions du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de protection internationale (art. 35 (1), L.18.12.2015)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 42831 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 13 mai 2019 par Maître Georges Keipes, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Diekirch, au nom de Monsieur ..., né le ... (Guinée), de nationalité guinéenne, demeurant actuellement à L-..., tendant, d'une part, à la réformation, sinon à l'annulation de la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 12 avril 2019 portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale, et, d'autre part, à la réformation, sinon à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 10 juillet 2019 ;

Vu la constitution de nouvel avocat à la Cour de Maître Françoise Nsan-Nwet, avocat à la Cour inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, déposée au greffe du tribunal administratif le 26 novembre 2019, au nom et pour compte de Monsieur ..., préqualifié;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions critiquées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport à l'audience publique du 28 octobre 2020 et vu les remarques écrites de Madame le délégué du gouvernement Jeannine Dennewald du même jour, produites, conformément à la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020, avant l'audience.

Le 20 août 2018, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par « le ministère », une demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Les déclarations de Monsieur ... sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg furent actées par un agent de la police grand-ducale, section criminalité organisée-police des étrangers, dans un rapport du même jour.

En date du 29 octobre 2019, Monsieur ... fut entendu par un agent du ministère sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 12 avril 2019, notifiée à l'intéressé par lettre recommandée envoyée le 15 avril 2019, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », informa Monsieur ... que sa demande de protection internationale avait été refusée comme non fondée sur base des articles 26 et 34 de la loi du 18 décembre 2015, tout en lui ordonnant de quitter le territoire dans un délai de trente jours. Ladite décision est libellée comme suit : « [...] J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention d'une protection internationale que vous avez introduite le 20 août 2018 sur base de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire (ci-après dénommée « la Loi de 2015 »).

Je suis malheureusement dans l'obligation de porter à votre connaissance que je ne suis pas en mesure de réserver une suite favorable à votre demande pour les raisons énoncées ci-après.

1. Quant à vos déclarations

En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 20 août 2018 et le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et européennes du 29 octobre 2018 sur les motifs sous-tendant votre demande de protection internationale.

Il résulte de vos déclarations que vous seriez né le ... à ... en Guinée et que vous y auriez vécu avec votre famille, tout en soulignant que vous n'auriez plus été soutenu financièrement par cette dernière suite au décès de votre père en mars 2018. Vous y auriez fait une licence en Chimie et auriez par la suite fait un stage professionnel dans la division peinture de « ... » à

Quant aux raisons de votre fuite, vous expliquez que vous auriez quitté la Guinée à cause du manque de soutien de votre famille suite au décès de votre père et à cause d'un manque de perspectives professionnelles. Vous expliquez dans ce contexte qu'il serait difficile de trouver un emploi en adéquation avec vos études en Guinée et déplorez que vous manquerez des moyens financiers pour faire un master en droit. Après avoir eu un refus pour un visa pour faire des études en Espagne en avril 2018, vous auriez en mai 2018 décidé d'accompagner un dénommé ... au Mali. D'après vos dires, ce dernier vous aurait convaincu de poursuivre votre chemin en Europe pour pouvoir y poursuivre vos études. En ce qui concerne vos attentes par rapport à votre séjour au Luxembourg, vous soulignez : « J'aimerais continuer à étudier et faire des cours de droit. » (entretien, p. 10/13).

Vous ne présentez aucune pièce d'identité.

2. Quant à la motivation du refus de votre demande de protection internationale

• Quant au refus du statut de réfugié

Les conditions d'octroi du statut de réfugié sont définies par la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après dénommée « la Convention de Genève ») et par la Loi de 2015.

Aux termes de l'article 2 point f de la Loi de 2015, qui reprend l'article 1A paragraphe 2 de la Convention de Genève, pourra être qualifié de réfugié : « tout ressortissant d'un pays tiers ou apatride qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner et qui n'entre pas dans le champ d'application de l'article 45 ».

L'octroi du statut de réfugié est soumis à la triple condition que les actes invoqués soient motivés par un des critères de fond définis à l'article 2 point f de la Loi de 2015, que ces actes soient d'une gravité suffisante au sens de l'article 42 paragraphe 1 de la prédite loi, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes de l'article 39 de la loi susmentionnée.

En l'espèce, il ressort à suffisance de votre dossier administratif que les raisons qui vous ont amené à quitter votre pays d'origine n'ont pas été motivées par un des critères de fond définis par lesdites Convention et loi.

Monsieur, vous prétendez que vous auriez quitté la Guinée car votre famille ne vous soutiendrait plus financièrement et à cause d'un manque de perspectives professionnelles. Force est de constater que de telles raisons financières ne correspondent à aucun critère de fond défini par la Convention de Genève alors que vous ne faites état d'aucune persécution respectivement d'une crainte de persécution dans votre pays d'origine en raison de votre race, votre religion, votre nationalité, votre appartenance à un groupe social ou de vos opinions politiques.

Eu égard à tout ce qui précède, il échet de relever que vous n'apportez aucun élément de nature à établir qu'il existerait de sérieuses raisons de croire que vous auriez été persécuté, que vous auriez pu craindre d'être persécuté respectivement que vous risquez d'être persécuté en cas de retour dans votre pays d'origine, de sorte que le statut de réfugié ne vous est pas accordé.

- *Quant au refus du statut conféré par la protection subsidiaire*

Aux termes de l'article 2 point g de la Loi de 2015 « tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48, l'article 50, paragraphes 1 et 2, n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays » pourra obtenir le statut conféré par la protection subsidiaire.

L'octroi de la protection subsidiaire est soumis à la double condition que les actes invoqués soient qualifiés d'atteintes graves au sens de l'article 48 de la Loi de 2015 et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens de l'article 39 de cette même loi.

L'article 48 définit en tant qu'atteinte grave « la peine de mort ou l'exécution », « la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine » et « des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

Eu égard à tout ce qui précède, il échet de relever que vous n'apportez aucun élément crédible de nature à établir qu'il existerait de sérieuses raisons de croire que vous encouriez, en cas de retour dans votre pays d'origine, un risque réel et avéré de subir des atteintes graves au sens de l'article 48 précité, de sorte que le statut conféré par la protection subsidiaire ne vous est pas accordé.

Votre demande de protection internationale est dès lors refusée comme non fondée au sens des articles 26 et 34 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire.

Votre séjour étant illégal, vous êtes dans l'obligation de quitter le territoire endéans un délai de 30 jours à compter du jour où la présente décision sera devenue définitive, à destination du Cameroun, ou de tout autre pays dans lequel vous êtes autorisé à séjourner. [...] ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 13 mai 2019, Monsieur ... a fait déposer un recours tendant, d'une part, à la réformation, sinon à l'annulation de la décision du ministre du 12 avril 2019 portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale et, d'autre part, à la réformation, sinon à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte.

1) Quant au recours visant la décision du ministre portant refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 35, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre les décisions de refus d'une demande de protection internationale, le tribunal est compétent pour connaître du recours principal en réformation dirigé contre la décision du ministre du 12 avril 2019, telle que déférée, recours qui est, par ailleurs, recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Il n'y a dès lors pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

A l'appui de son recours et en fait, Monsieur ... renvoie, en substance, aux faits et rétroactes de sa demande en obtention d'une protection internationale tels que retranscrits dans le rapport d'entretien auprès de l'agent compétent du ministère en insistant sur le fait que ce serait en raison de la situation économique précaire en Guinée qu'il serait venu au Luxembourg dans l'espoir d'y trouver un travail adéquat.

En droit, le demandeur invoque à l'appui de son recours en réformation uniquement deux moyens d'annulation tenant à la légalité externe de la décision ministérielle entreprise du 12 avril 2019, étant relevé qu'il est loisible à un demandeur d'invoquer, même dans des matières où il existe un recours en réformation, uniquement des moyens d'annulation.

Ainsi, le demandeur reproche tout d'abord au ministre d'avoir violé l'article 13, paragraphe (2), de la loi du 18 décembre 2015, en soutenant qu'il n'aurait jamais été informé de son droit d'être assisté par un avocat lors de son audition par la direction de l'Immigration

et que, par conséquent, ses droits de la défense auraient été violés. En s'appuyant sur les dispositions de l'article 10 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après désigné par « le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 », ainsi que sur un arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme du 27 novembre 2008, il estime que même si l'absence d'un avocat n'empêchait pas les agents du ministère de mener un entretien personnel avec le demandeur de protection internationale, le tout sans préjudice de l'article 20 de la loi du 18 décembre 2015, il n'en resterait pas moins qu'il aurait appartenu à l'agent en charge de son entretien de le rendre attentif à son droit d'être assisté d'un avocat. Or, à défaut, il devrait être retenu qu'il a été privé de ses droits, notamment de son droit fondamental ancré dans l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CEDH) de ne pas s'incriminer lui-même, respectivement de se faire assister par un avocat de son choix, et qu'en conséquence, il y aurait eu une atteinte irrémédiable à ses droits de la défense.

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, au rejet de ce moyen pour ne pas être fondé.

Aux termes de l'article 13, paragraphe (2), de la loi du 18 décembre 2015: « [...] (2) *Le demandeur a le droit à un entretien personnel sur le fond de sa demande de protection internationale avec un agent du ministre, sans préjudice des articles 28 et 32. Il se présente à l'entretien et répond personnellement aux questions qui lui sont posées par l'agent du ministre, qui mène l'entretien. Il peut se faire accompagner par un avocat qui, à la fin de l'entretien, a la possibilité de formuler des observations. L'absence d'un avocat n'empêche pas les agents du ministre de mener un entretien personnel avec le demandeur, sans préjudice de l'article 20. [...]* ».

Suivant les dispositions précitées de l'article 13, paragraphe (2), le demandeur de protection internationale peut donc se faire accompagner par un avocat à l'entretien personnel sur le fond de sa demande, qui, à la fin de celui-ci, a la possibilité de formuler des observations, sans que l'absence d'un avocat ne puisse avoir pour conséquence d'empêcher les agents du ministre de mener ledit entretien, de sorte que la seule absence d'un avocat lors de l'entretien personnel sur le fond d'une demande de protection internationale ne saurait avoir pour conséquence d'affecter la légalité de la décision ministérielle statuant sur le bien-fondé de cette demande.

Le tribunal constate ensuite qu'en date du 20 août 2018, date du dépôt de sa demande de protection internationale, Monsieur ... a signé la « *Fiche d'introduction d'une demande de protection internationale* », par laquelle il a confirmé avoir été informé, dans une langue qu'il comprend, de son droit de choisir un avocat inscrit au tableau de l'un des barreaux établis au Grand-Duché de Luxembourg ou de se faire désigner un avocat par le bâtonnier de l'Ordre des avocats et que s'il désirait se faire assister par un avocat, il lui incombait de faire les démarches nécessaires pour qu'un avocat soit présent lors de l'entretien fixé qui aurait lieu le jour prévu et à l'heure indiquée, même si aucun avocat n'était présent.

Le demandeur est donc encore malvenu d'affirmer ne pas avoir été mis au courant de son droit de se faire assister par un avocat et il lui incombait en tout état de cause d'entreprendre les démarches nécessaires pour se faire assister par un avocat dès le 20 août 2018, sachant que l'agent ministériel en charge pourra mener l'entretien même en l'absence d'un avocat.

A cela s'ajoute qu'il se dégage du rapport d'audition, que le demandeur a signé après avoir déclaré sur l'honneur que l'entretien avait été mené dans une langue qu'il comprend et qu'il a été informé au début de l'entretien que « [Son] avocat aura également le droit, à la fin de l'entretien et avec l'accord préalable de l'agent, de poser des questions complémentaires s'il le juge utile », sans que le demandeur n'ait, au plus tard à ce moment-là, exprimé son souhait de se faire assister par un avocat.

Enfin, le demandeur ne démontre pas avoir subi réellement un quelconque préjudice du fait qu'il n'a pas été assisté d'un avocat lors de son entretien, étant relevé qu'il n'a pas fait parvenir, à un stade ultérieur, des renseignements complémentaires au ministre au motif qu'il aurait omis de les mentionner pendant son audition faute d'avoir été assisté d'un avocat et que dans son recours, il ne précise pas non plus en quoi l'absence d'assistance d'un avocat au cours de l'entretien aurait *in concreto* lésé ses droits de la défense.

Par conséquent, dans la mesure où, tel que cela a été retenu ci-avant, l'agent ministériel peut procéder à l'entretien même en l'absence d'un avocat, sans que cette circonstance ne soit de nature à affecter la légalité de la décision statuant sur la demande de protection internationale, et en l'absence de tout élément concret permettant de retenir une violation des droits de la défense dans le chef du demandeur, tels que garantis à travers l'article 6 CEDH, le moyen afférent est rejeté.

Le demandeur invoque ensuite une violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 en reprochant à la décision ministérielle entreprise qu'elle ne ferait que reprendre des formules générales et abstraites de la loi du 18 décembre 2015 ce qui, suivant une jurisprudence constante, équivaldrait à une absence de motivation.

Le délégué du gouvernement conclut également au rejet de ce moyen pour ne pas être fondé.

Il convient de relever que dans la présente matière le législateur a prévu un texte spécifique requérant l'indication des motifs, à savoir l'article 34, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015, aux termes duquel « [...] *Toute décision négative est motivée en fait et en droit et les possibilités de recours sont communiquées par écrit au demandeur [...]* », qui doit être considéré comme offrant au moins des garanties équivalentes à celles conférées par l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 et qui trouve dès lors application en l'espèce.

Dans la mesure où, tout comme l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, l'article 34, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 n'indique pas le degré de précision à laquelle cette motivation doit correspondre, il y a lieu d'admettre qu'une motivation sommaire est suffisante, pour autant que plus particulièrement le destinataire de la décision comprenne les motifs à la base de la décision de refus.

En l'espèce, il ressort de la décision litigieuse du 12 avril 2019, telle que citée *in extenso* ci-avant, que celle-ci se trouve motivée à la fois en fait et en droit en ce qui concerne le refus d'octroi au demandeur de l'un des statuts conférés par la protection internationale. Ainsi, elle indique les dispositions légales à sa base et se réfère expressément au récit du demandeur. Or, en se référant à son récit et en retenant, d'une part, qu'au vu des motifs invoqués, en ce qu'ils se résumeraient à l'absence de soutien financier de la part de sa famille et au manque de perspectives professionnelles, le demandeur n'invoquerait aucun fait susceptible d'établir une

crainte de persécution en raison de ses opinions politiques, de sa race, de sa religion, de sa nationalité ou de son appartenance à un groupe social, susceptible d'établir qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'il aurait été persécuté, qu'il aurait pu craindre d'être persécuté ou qu'il risquerait d'être persécuté en cas de retour dans son pays d'origine, de sorte à ne pas pouvoir prétendre au statut de réfugié et, d'autre part, qu'au vu de ces mêmes motifs d'ordre économique, il n'apporterait pas non plus d'élément de nature à établir qu'il existerait dans son chef un risque réel et avéré de subir des atteintes graves au sens de la loi, en l'occurrence la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains et dégradants, sinon des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, de sorte à ne pas non plus pouvoir prétendre au statut conféré par la protection subsidiaire, le ministre a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles le demandeur n'a pas établi une crainte actuelle fondée de persécutions, ni l'existence dans son chef d'un risque réel de subir les atteintes graves au sens de la loi. Cette motivation est, en effet, suffisamment claire et compréhensible pour permettre au demandeur de saisir pour quelles raisons sa demande de protection internationale a été rejetée et pour préparer utilement sa défense.

Partant, le moyen tiré d'un défaut de motivation de la décision ministérielle doit également être écarté pour ne pas être fondé.

Au vu des considérations qui précèdent et en l'absence d'autres moyens dirigés contre la décision ministérielle refusant de faire droit à sa demande de protection internationale, le recours du demandeur est, pour autant qu'il est dirigé contre le refus du ministre de lui accorder l'un des statuts conférés par la protection internationale, à rejeter.

2. Quant au recours visant l'ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 35, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre l'ordre de quitter le territoire, le tribunal est compétent pour connaître du recours principal en réformation qui est, par ailleurs, recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

Il n'y a, par conséquent, pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

De l'entendement du tribunal, le demandeur semble solliciter la réformation de l'ordre de quitter le territoire comme conséquence de l'annulation, dans le cadre du recours en réformation, de la décision de rejet de sa demande de protection internationale.

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, rejet de ce volet du recours pour ne pas être fondé.

Aux termes de l'article 34, paragraphe (2), de la loi du 18 décembre 2015, « *une décision du ministre vaut décision de retour*. [...] ». En vertu de l'article 2, point q), de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *décision de retour* » se définit comme « *la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire* ». Si le législateur n'a pas expressément précisé que la décision du ministre visée à l'article 34, paragraphe (2), précité, de la loi du 18 décembre 2015 est une décision négative, il y a lieu d'admettre, sous peine de vider la disposition légale afférente de tout sens, que sont visées les décisions négatives du ministre. Il suit dès lors des dispositions qui précèdent que l'ordre de quitter le territoire est la conséquence automatique du refus de protection internationale.

Etant donné qu'il vient d'être retenu ci-avant que les moyens d'annulation dirigés par le demandeur à l'encontre de la décision ministérielle portant refus d'une protection internationale étaient dénués de fondement, de sorte que le recours du demandeur était pour autant qu'il est dirigé contre le refus du ministre de lui accorder l'un des statuts conférés par la protection internationale à rejeter, et comme le sort à réserver à l'ordre de quitter le territoire est lié à celui de la décision portant refus d'un statut de protection internationale, ni la légalité, ni le bien-fondé de l'ordre de quitter le territoire ne sauraient être valablement remis en cause.

Il suit des considérations qui précèdent que le recours en réformation introduit à l'encontre de l'ordre de quitter le territoire est également à rejeter.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours principal en réformation introduit contre la décision ministérielle du 12 avril 2020 portant rejet d'un statut de protection internationale ;

au fond, déclare le déclare non justifié et en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

reçoit en la forme le recours principal en réformation introduit contre l'ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Carine Reinesch, juge,

et prononcé à l'audience publique du 30 novembre 2020 par le vice-président, en présence du greffier Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 30 novembre 2020
Le greffier du tribunal administratif